

LOI

sur la protection de la nature, des monuments et des sites (LPNMS)

450.11

du 10 décembre 1969

LE GRAND CONSEIL DU CANTON DE VAUD

vu le projet de loi présenté par le Conseil d'Etat

décète

Chapitre I Dispositions générales

Art. 1 But^{14, 16}

¹ La présente loi a pour but, dans l'intérêt de la communauté ou de la science :

- a. d'assurer la protection et le développement de la diversité du patrimoine naturel et paysager du Canton, en ménageant l'espace vital nécessaire à la flore et à la faune et en maintenant les milieux naturels caractéristiques ;
- b. de ménager l'aspect caractéristique du paysage et des localités, les sites évocateurs du passé et les beautés naturelles ;
- c. de protéger et conserver les monuments de la préhistoire, de l'histoire, de l'art ou de l'architecture et les antiquités immobilières situées ou trouvées dans le canton ;
- d. de promouvoir toutes mesures éducatives en faveur de la protection de la nature, des monuments et des sites ;
- e. de permettre et faciliter la recherche scientifique dans les domaines intéressés ;
- f. de soutenir et encourager les efforts entrepris dans le même sens par les communes, les personnes physiques ou morales ;
- g. de favoriser l'interconnexion des biotopes ;
- h. de définir les zones et régions protégées.

Art. 2 Nature des restrictions à la propriété foncière

¹ Les restrictions à la propriété foncière résultant de la présente loi sont de droit public.

Art. 3 Corporations de droit public

¹ Les corporations de droit public sont soumises à toutes les prescriptions de la présente loi et de ses règlements d'application^A.

Chapitre II Protection générale de la nature et des sites

Art. 4 Définition¹⁶

¹ Sont protégés conformément à la présente loi tous les objets immobiliers, soit tous les territoires, paysages, sites, localités, immeubles qui méritent d'être sauvegardés en raison de l'intérêt général, notamment esthétique, historique, scientifique ou éducatif qu'ils présentent.

² Aucune atteinte ne peut leur être portée qui en altère le caractère.

Art. 4a Protection des biotopes^{11, 14}

¹ Sont protégés les biotopes au sens des articles 18 et suivants de la loi fédérale sur la protection de la nature^A.

² Toute construction ou installation portant atteinte à un biotope doit faire l'objet d'une autorisation spéciale du Département de la sécurité et de l'environnement.

^{2bis} L'obligation de fournir une mesure de compensation ou de remplacement découlant d'une autorisation spéciale prise en vertu de l'alinéa 2 fait l'objet d'une mention au registre foncier sur demande du département.

³ Le Conseil d'Etat peut déléguer ces autorisations aux communes avec ou sans condition. La délégation ne concerne que les biotopes sis en zone à bâtir au sens de la loi fédérale sur l'aménagement du territoire^B qui ne sont ni dans un inventaire fédéral, au sens de la loi fédérale sur la protection de la nature, ni dans un inventaire cantonal au sens des articles 12 et suivants de la présente loi et qui n'ont pas fait l'objet d'une mesure de classement au sens des articles 20 et suivants de la présente loi.

⁴ La délégation fait l'objet d'une décision qui sera publiée dans la Feuille des avis officiels.

Art. 4b Recours du département¹¹

¹ Le département peut recourir dans les délais légaux contre une décision municipale autorisant une construction portant atteinte à un biotope.

Art. 5 Arbres³

¹ Sont protégés les arbres, cordons boisés, boqueteaux et haies vives:

- a. qui sont compris dans un plan de classement cantonal ou qui font l'objet d'une décision de classement au sens de l'article 20 de la présente loi;
- b. que désignent les communes par voie de classement ou de règlement communal, et qui doivent être maintenus soit en raison de leur valeur esthétique, soit en raison des fonctions biologiques qu'ils assurent.

Art. 6 Abattage des arbres protégés³

¹ L'autorisation d'abattre des arbres ou arbustes protégés devra être notamment accordée pour les arbres dont l'état sanitaire n'est pas satisfaisant et pour les arbres, les haies et boqueteaux lorsqu'ils empêchent une exploitation agricole rationnelle ou lorsque des impératifs techniques ou économiques l'imposent (création de routes, chemins, canalisation de ruisseau, etc.).

² L'autorité communale peut exiger des plantations de compensation ou, si les circonstances ne le permettent pas, percevoir une contribution aux frais d'arborisation. Un règlement communal en fixe les modalités et le montant.

³ Le règlement d'application^A fixe au surplus les conditions dans lesquelles les communes pourront donner l'autorisation d'abattage.

Art. 7 Cours d'eau, lacs et marais⁸

¹ Le cours naturel des cours d'eau, les rives des lacs, les marais et les roselières ne peuvent être modifiés sans autorisation du Département de la sécurité et de l'environnement^A. Le Département de la sécurité et de l'environnement est compétent pour appliquer les dispositions de la loi cantonale sur la police des eaux dépendant du domaine public^B.

Art. 7a Suivi de la biodiversité¹⁴

¹ Le département réalise un suivi de la biodiversité et du paysage dans le canton permettant d'évaluer les mesures de préservation à prendre.

² Les musées cantonaux de botanique, de zoologie et de géologie participent à ce suivi.

³ Les autorités compétentes rendent compte au département de la réalisation des mesures de compensation.

Art. 8 Abandon de matériaux et de déchets

¹ L'abandon de matériaux et de déchets de toute nature hors des lieux destinés à cet effet est interdit.

Art. 9 Produits

¹ Les produits chimiques (engrais, pesticides, insecticides, herbicides, etc.) ne peuvent être utilisés dans la nature que de façon pondérée et spécifique, de manière à ne pas nuire aux équilibres biologiques.

Art. 10 Mesures conservatoires⁸

¹ En présence d'un danger imminent, le Département de la sécurité et de l'environnement^A prend les mesures de sauvegarde nécessaires.

² Les municipalités sont tenues de lui signaler immédiatement de tels dangers.

³ Il peut notamment ordonner l'arrêt immédiat des travaux qui porteraient atteinte à l'objet, le cas échéant le rétablissement de son état antérieur.

Art. 11^{11, 16}

¹ Si aucune enquête en vue du classement de l'objet au sens des dispositions des chapitres III, section II, et V, section II, ci-après n'a été ouverte dans un délai de six mois dès la date des mesures conservatoires, celles-ci deviennent caduques. En cas de nécessité, le Département de la sécurité et de l'environnement, respectivement le département en charge des monuments, sites et archéologie^A peut prolonger ce délai de six mois au plus.

Art. 11bis¹

¹ Des agents privés peuvent être chargés de veiller à ce que le public se conforme aux dispositions de la présente loi, des arrêtés d'exécution et des décisions de classement et, le cas échéant, de constater les contraventions à ces dispositions. Ils peuvent être dotés à cet effet de compétences de police.

Chapitre III Protection spéciale de la nature et des sites

SECTION I INVENTAIRE

Art. 12 Inventaire des monuments naturels et des sites^{14, 16}

¹ Un inventaire sera dressé des territoires, paysages, monuments naturels, sites, localités, arbres, immeubles, situés dans le canton, qui, en raison de l'intérêt général, notamment scientifique, esthétique ou éducatif qu'ils présentent, méritent d'être sauvegardés.

^{1bis} Lorsque cela renforce la compréhension des objectifs de sauvegarde ou lorsque les éléments relèvent de la protection de la nature et des sites, des inventaires spécifiques peuvent être réalisés.

² Dans tous les cas, la ou les communes concernées seront consultées.

Art. 13 Contenu de l'inventaire

¹ L'inventaire comprend:

- a. la description de l'objet inscrit, le cas échéant de ses abords, de l'intérêt qu'il présente et des dangers qui le menacent;
- b. le cas échéant, des photographies récentes;
- c. les mesures de protection déjà prises;
- d. la protection à assurer;
- e. les mesures d'aménagement ou d'amélioration à apporter.

Art. 14 Caractère de l'inventaire

¹ L'inventaire n'est pas exhaustif. Il sera tenu à jour.

Art. 15 Avis aux propriétaires

¹ L'inventaire est public. L'inscription d'un objet à l'inventaire est publiée dans la «Feuille des avis officiels du Canton de Vaud».

Art. 16 Obligation du propriétaire^{8, 16}

¹ Le propriétaire ou autre titulaire d'un droit réel sur un objet ou ses abords figurant à l'inventaire a l'obligation d'annoncer au Département de la sécurité et de l'environnement, respectivement le département en charge des monuments, sites et archéologie^A, tous travaux qu'il envisage d'y apporter.

Art. 17 Effet de l'inventaire^{8, 16}

¹ Le Département de la sécurité et de l'environnement, respectivement le département en charge des monuments, sites et archéologie^A peut, soit autoriser les travaux annoncés, soit ouvrir une enquête en vue de classement.

² Aucune atteinte ne peut être portée à l'objet durant l'enquête.

Art. 18

¹ L'enquête doit être ouverte dans les trois mois suivant l'annonce des travaux projetés par le propriétaire. A ce défaut, les travaux sont réputés autorisés.

Art. 19 Inventaires fédéraux

¹ Les dispositions de la loi fédérale sur la protection de la nature et du paysage^A régissant les inventaires fédéraux sont réservées.

SECTION II CLASSEMENT

Art. 20 Décision de classement

¹ Pour assurer la protection d'un objet digne d'intérêt au sens de l'article 4 de la présente loi, il peut être procédé à son classement, par voie de décision, assorti au besoin d'un plan de classement.

² Dans tous les cas, la ou les communes concernées seront consultées.

Art. 21 Contenu de la décision de classement

¹ La décision de classement définit:

- a. l'objet classé et l'intérêt qu'il présente;
- b. les mesures de protection déjà prises;
- c. les mesures de protection prévues pour sa sauvegarde, sa restauration, son développement et son entretien.

Art. 22 Plan de classement

¹ Le plan de classement délimite l'aire géographique d'application de la décision.

Art. 23 Effet du classement^{8, 16}

¹ Aucune atteinte ne peut être portée à un objet classé sans autorisation préalable Département de la sécurité et de l'environnement, respectivement le département en charge des monuments, sites et archéologie^A.

Art. 24 Procédure d'enquête publique ^{7,9,10,11}

¹ Le projet de décision de classement, le cas échéant, le plan de classement sont soumis par le Service des forêts, de la faune et de la nature^A à une enquête publique. Ils sont déposés, avec les pièces annexées, pendant trente jours au greffe municipal de la commune sur le territoire de laquelle se trouve l'objet à classer, où le public peut en prendre connaissance. L'article 73 LATC^B est applicable par analogie.

Art. 25 ^{7,9} ...

Art. 26 Procédure de décision ^{7,9,10,13}

¹ Le Département de la sécurité et de l'environnement rend la décision de classement et la publie.

² Il informe par avis recommandé les propriétaires, les opposants et les communes de sa décision.

³ Pour le surplus, la loi sur la procédure administrative^A est applicable à la décision.

⁴ ...

Art. 27 Classement ¹⁰

¹ La décision de classement a une durée illimitée.

² Il ne peut être modifié ou abrogé que pour des motifs impérieux d'intérêt public ou si l'objet qu'il protège ne présente plus d'intérêt du point de vue de la présente loi. Le préavis de la Commission pour la protection de la nature, respectivement la Commission des monuments historiques est nécessaire.

Art. 28 Modification ou abrogation de la décision de classement ^{7,9}

¹ Toute modification ou abrogation d'une décision de classement est soumise aux règles des articles 24 et 26 de la présente loi.

*SECTION III ENTRETIEN DES OBJETS CLASSÉS***Art. 29 Obligations du propriétaire** ^{8,13,16}

¹ Sous réserve des dispositions découlant des articles 32 à 34 ci-après, l'entretien d'un objet classé incombe à son propriétaire.

² Si besoin est, Département de la sécurité et de l'environnement, respectivement le département en charge des monuments, sites et archéologie^A lui fixe un délai convenable pour effectuer les travaux d'entretien nécessaires.

³ ...

Art. 30 ^{8,13,16}

¹ Lorsque le propriétaire d'un objet classé lui a porté atteinte sans autorisation, il est tenu de le rétablir dans son état antérieur. Le Département de la sécurité et de l'environnement, respectivement le département en charge des monuments, sites et archéologie^A lui fixe un délai convenable à cet effet.

² ...

Art. 31 ^{8,15,16}

¹ S'agissant d'un immeuble, les frais engagés par l'Etat en application des articles 29, alinéa 3 et 30, alinéa 2, ci-dessus sont garantis par une hypothèque légale, conformément au code de droit privé judiciaire vaudois^A.

² L'hypothèque d'un montant supérieur à mille francs est inscrite au Registre foncier sur la réquisition Département de la sécurité et de l'environnement, respectivement le département en charge des monuments, sites et archéologie^A indiquant le nom du débiteur, les immeubles grevés et la durée de la garantie. La réquisition est accompagnée d'une copie de l'avis de perception certifiée conforme à l'original, ainsi que, le cas échéant, des décisions prises par l'autorité de recours.

Art. 32 Entretien des réserves

¹ L'Etat assume dans toute la mesure du possible l'entretien des réserves naturelles.

Art. 33 Entretien des autres objets

¹ L'Etat peut participer à l'entretien d'autres objets classés, par exemple des sites et des monuments naturels, dans la mesure où il s'agit de travaux qui ont pour objet de conserver son caractère au site.

Art. 34 Délégation de compétence

¹ L'Etat peut confier l'entretien d'objets classés aux communes, à des personnes physiques ou morales poursuivant les buts définis à l'article premier.

² Il peut accorder des subventions pour couvrir les frais découlant de cette tâche.

Art. 35 Participation de l'Etat

¹ Le règlement d'application^A fixe les conditions de la participation de l'Etat dans les cas prévus aux articles 33 et 34.

Art. 36 Dispositions spéciales

¹ Les dispositions spéciales pouvant figurer à la décision de classement sont réservées.

*SECTION IV FONDS CANTONAL POUR LA PROTECTION DE LA NATURE***Art. 37 Fonds**

¹ Pour assurer le financement des tâches incombant à l'Etat, en matière de protection de la nature et des sites, il est créé un «Fonds cantonal pour la protection de la nature».

Art. 38 Financement du fonds⁸

¹ Ce fonds est alimenté:

- a. par un crédit annuel prévu au budget de l'Etat;
- b. par des libéralités et autres prestations.

² Il est géré par le Département de la sécurité et de l'environnement^A.

*SECTION V DISPOSITIONS DIVERSES***Art. 39 Mention du classement au registre foncier**

¹ Le classement d'un immeuble est mentionné au registre foncier conformément à l'article 962 CCS^A.

Art. 40⁴ ...

Art. 41⁴ ...

Art. 42⁴ ...

Art. 43⁴ ...

Art. 44 Acquisitions par l'Etat⁹

¹ L'Etat peut procéder par voie contractuelle ou par voie d'expropriation pour créer ou étendre des réserves naturelles ou pour sauvegarder des sites.

² La loi cantonale sur l'expropriation^A est applicable.

Art. 45 Droit de préemption

¹ L'Etat a un droit de préemption légal sur les fonds et immeubles classés au sens des articles 20 et suivants de la présente loi.

² Ce droit doit s'exercer dans un délai de trois mois.

*SECTION VI SITES PARTICULIERS*¹⁴**Art. 45a Lavaux**¹⁴

¹ Le site de Lavaux entre la Lutryve et Corsier est protégé par une loi spéciale.

Art. 45b La Venoge¹⁴

¹ Les cours, les rives et les abords de la Venoge sont protégés.

² Cette protection est assurée par un Plan d'affectation cantonal (PAC) qui en précise l'étendue.

³ Le Plan d'affectation cantonal et les dispositions accessoires ont notamment pour objectifs :

- a. d'assurer l'assainissement des eaux ;
- b. de maintenir et de restaurer les milieux naturels favorables à la flore et à la faune, notamment la végétation riveraine ;
- c. de classer les milieux naturels les plus intéressants ;
- d. d'interdire toute construction, équipement, installation ou intervention dont la réalisation irait à l'encontre des objectifs ci-dessus.

Art. 45c Compétence d'approbation¹⁷

¹ Toute modification du plan d'affectation prévu à l'article 45b, alinéa 3 de la présente loi fait l'objet d'un décret du Grand Conseil.

Art. 45d Procédure d'approbation¹⁷

¹ La procédure d'enquête relative au plan d'affectation cantonal de La Venoge est conduite conformément à l'article 73, alinéas 1 à 2bis de la loi du 4 décembre 1985 sur l'aménagement du territoire et les constructions (LATC)^A.

² Le Conseil d'Etat soumet au Grand Conseil le projet de plan, les observations et oppositions ainsi que des propositions de réponses à ces dernières.

³ Le Grand Conseil statue sur le plan et sur les oppositions.

⁴ Le décret adopté par le Grand Conseil est, à une même date, publié dans la Feuille des avis officiels du Canton de Vaud, dans un journal au moins diffusé sur le territoire concerné, et affiché au pilier public des communes dont le territoire est en tout ou partie concerné par le plan.

⁵ Ces publications et avis comprendront un rappel exprès de la voie et de délai de recours prévus par l'alinéa 7.

⁶ Les avis affichés aux piliers publics des communes y demeurent au moins jusqu'à l'échéance du délai de recours prévu à l'alinéa 7.

⁷ Le décret est susceptible de recours au Tribunal cantonal dans les trente jours dès la date des publications prévues à l'alinéa 4. La loi du 28 octobre 2008 sur la procédure administrative^B est applicable pour le surplus à la procédure de recours.

⁸ Si le décret a fait l'objet d'une demande de référendum, le vote populaire ne peut avoir lieu avant que le Tribunal cantonal n'ait statué.

⁹ Le recours suspend l'entrée en vigueur du décret, sauf décision contraire du Tribunal cantonal.

Art. 45e Financement¹⁷

¹ Le financement des mesures d'entretien des tronçons de cours d'eau corrigés et ensuite renaturés, le long du Vallon de la Venoge, peut faire l'objet d'un subventionnement jusqu'à 80% à la charge de l'Etat.

² La subvention est calculée conformément à la loi sur la police des eaux dépendant du domaine public.

Chapitre IV Protection générale des monuments historiques et des antiquités

Art. 46 Définition¹⁶

¹ Sont protégés conformément à la présente loi tous les monuments de la préhistoire, de l'histoire, de l'art et de l'architecture et les antiquités immobilières situés dans le canton, qui présentent un intérêt archéologique, historique, artistique, scientifique ou éducatif.

² Sont également protégés les terrains contenant ces objets et leurs abords.

³ Aucune atteinte ne peut leur être portée qui en altère le caractère.

Art. 47 Mesures conservatoires¹⁶

¹ Lorsqu'un danger imminent menace un tel objet, le département en charge des monuments, sites et archéologie^A prend les mesures nécessaires à sa sauvegarde.

² L'article 10, alinéas 2 et 3, est applicable.

Art. 48

¹ Si aucune enquête en vue du classement n'a été ouverte dans un délai de trois mois dès la date des mesures conservatoires, celles-ci deviennent caduques. En cas de nécessité, le Conseil d'Etat peut prolonger ce délai de six mois au plus.

Chapitre V Protection spéciale des monuments historiques et des antiquités

SECTION I INVENTAIRE

Art. 49 Inventaire^{14, 16}

¹ Un inventaire sera dressé de tous les monuments de la préhistoire, de l'histoire, de l'art et de l'architecture et des antiquités immobilières situés dans le canton, qui méritent d'être conservés en raison de l'intérêt archéologique, historique, artistique, scientifique ou éducatif qu'ils présentent.

^{1bis} Lorsque cela renforce la compréhension des objectifs de sauvegarde ou lorsque les éléments relèvent de la protection des monuments historiques et des antiquités, des inventaires spécifiques peuvent être réalisés.

² Dans tous les cas, la ou les communes concernées seront consultées.

Art. 50 Contenu de l'inventaire

¹ L'inventaire comprend:

- a. la désignation de l'objet inscrit, le cas échéant de ses abords, de l'intérêt qu'il présente et des dangers qui le menacent;
- b. le cas échéant des photographies et un relevé;
- c. les mesures de protection déjà prises;
- d. les mesures de conservation ou de restauration nécessaires.

Art. 51 Renvoi¹¹

¹ Les articles 14 à 19 de la présente loi sont au surplus applicables par analogie, sous réserve de l'autorité compétente.

*SECTION II CLASSEMENT***Art. 52 Classement**

¹ Pour assurer la protection d'un monument historique ou d'une antiquité au sens de l'article 46 de la présente loi, il peut être procédé à son classement par voie de décision assorti au besoin d'un plan de classement.

² Dans tous les cas, la ou les communes concernées seront consultées.

Art. 53 Contenu du classement

¹ La décision de classement définit:

- a. l'objet classé, le cas échéant ses abords et l'intérêt qu'il présente;
- b. les mesures de protection déjà prises;
- c. les mesures de conservation ou de restauration nécessaires.

Art. 54 Renvoi ¹¹

¹ Les articles 22 à 28 de la présente loi sont applicables par analogie, sous réserve de l'autorité compétente.

*SECTION III ENTRETIEN ET CONSERVATION DES OBJETS CLASSÉS***Art. 55 Dispositions générales ^{11, 13}**

¹ Sous réserve des dispositions de l'article 56 ci-après, les monuments historiques et les antiquités classés doivent être entretenus par leur propriétaire.

² Les articles 29, alinéa 2, 30 et 31 sont au surplus applicables, sous réserve de l'autorité compétente.

Art. 56 Participation financière de l'Etat

¹ L'Etat peut participer financièrement aux fouilles ainsi qu'à l'entretien et à la restauration des monuments historiques et antiquités classés.

Art. 57 ¹⁶

¹ Le département en charge des monuments, sites et archéologie^A peut réduire ou supprimer les subsides alloués pour des fouilles ou des restaurations lorsque les travaux ont été exécutés de manière non conforme aux conditions prescrites.

Art. 58 Délégation de compétence

¹ L'Etat peut confier l'entretien et la restauration d'objets protégés aux communes, à des personnes physiques ou morales poursuivant les buts définis à l'article premier.

² Il peut accorder des subventions pour couvrir tout ou partie des frais découlant de cette tâche.

Art. 59 Dispositions spéciales

¹ Les dispositions spéciales pouvant figurer à la décision de classement sont réservées.

*SECTION IV FONDS CANTONAL DES MONUMENTS HISTORIQUES***Art. 60 Fonds**

¹ Pour assurer le financement des tâches incombant à l'Etat en matière de conservation des monuments historiques et des antiquités, il est créé un «Fonds cantonal des monuments historiques».

Art. 61 Financement du fonds ¹⁶

¹ Ce fonds est alimenté par:

- a. un crédit annuel prévu au budget de l'Etat;
- b. des libéralités et autres prestations.

² Il est géré par le département en charge des monuments, sites et archéologie^A.

*SECTION V DISPOSITIONS DIVERSES***Art. 62 Mention du classement au registre foncier**

¹ Le classement d'un immeuble est mentionné au registre foncier conformément à l'article 962 CCS ^A.

Art. 63 ⁴ ...**Art. 64 Acquisitions par l'Etat ⁹**

¹ L'Etat peut procéder par voie contractuelle ou par voie d'expropriation à l'acquisition d'un monument historique ou d'une antiquité.

² La loi cantonale sur l'expropriation ^Aest applicable.

Art. 65 Droit de préemption ¹⁶

¹ L'Etat a un droit de préemption légal sur les monuments historiques classés.

2 ...

³ Ce droit doit s'exercer dans un délai de trois mois.

Art. 66¹⁶ ...

Chapitre VI Trouvailles et fouilles

Art. 67 Régions archéologiques¹⁶

¹ Le département en charge des monuments, sites et archéologie^A détermine les régions archéologiques dans lesquelles tous travaux dans le sol ou sous les eaux doivent faire l'objet d'une autorisation.

Art. 68 Signalement des trouvailles^{8, 16}

¹ La découverte de toute construction ancienne ou de tout objet archéologique doit être immédiatement signalée au département en charge des monuments, sites et archéologie^A et la découverte de toute curiosité naturelle au sens de l'article 724 CCS^B au Département de la sécurité et de l'environnement^C.

Art. 69 Suspension des travaux⁸

¹ Des travaux ne peuvent être poursuivis, sur les lieux de la découverte, que moyennant l'accord du département concerné.

Art. 70^{8, 16} ...

Art. 71¹⁶ ...

Art. 72 Fouilles archéologiques¹⁶

¹ Aucune fouille archéologique ne peut être entreprise sans l'autorisation du département en charge des monuments, sites et archéologie^A. L'autorisation d'entreprendre de telles fouilles n'entraîne pas de droit sur les objets découverts.

Art. 73

¹ Le propriétaire d'un fonds dans lequel se trouvent des curiosités naturelles ou des antiquités offrant un intérêt scientifique est tenu de permettre les fouilles nécessaires.

² De telles fouilles peuvent donner droit à une indemnité au sens de l'article 724, al. 2 CCS^A.

Chapitre VII Musées cantonaux et musées locaux

Art. 74¹⁶ ...

Art. 75¹⁶ ...

Art. 76¹⁶ ...

Chapitre VIII Autorités diverses

SECTION I CONSEIL D'ETAT

Art. 77 Haute surveillance

¹ Le Conseil d'Etat exerce la haute surveillance en matière de protection de la nature, des monuments et des sites.

Art. 78 Compétences spéciales^{2, 6, 8, 9, 14, 16}

¹ Indépendamment des autres compétences qui peuvent lui être attribuées par la présente loi ou ses règlements d'application, le Conseil d'Etat :

1. arrête les règlements d'application de la présente loi ;
2. approuve les inventaires ;
3. ...
4. tranche les conflits de compétence que pourrait soulever l'application de la présente loi et de ses règlements d'application ;
5. prend toutes mesures utiles pour assurer la collaboration avec les autorités des autres cantons en matière de protection de la nature, des monuments et des sites ;
6. statue sur les demandes de subventions supérieures à Fr. 200'000.-.

SECTION II COMMISSION POUR LA PROTECTION DE LA NATURE

Art. 79 Composition^{3, 8, 10}

¹ La Commission pour la protection de la nature est composée de onze à treize membres, nommés par le Conseil d'Etat.

² Présidée par le chef du Département de la sécurité et de l'environnement^A, elle comprend notamment le chef du Service des forêts, de la faune et de la nature^B, le chef du Service de l'aménagement du territoire^C, le chef du Service des améliorations foncières^D, le chef du Service des eaux, sols et assainissement^E, ainsi que quatre membres au moins d'associations privées poursuivant les buts définis à l'article premier.

Art. 80 Compétences

¹ La commission a un caractère consultatif.

² Elle peut proposer toutes mesures propres à concourir aux buts de la présente loi.

³ Elle peut déléguer ses pouvoirs à des sous-commissions permanentes ou occasionnelles.

Art. 81 ^{8, 11}

¹ Elle donne son préavis, en matière de protection de la nature et des sites, notamment :

1. sur l'inscription d'un objet à l'inventaire ;
2. sur les décisions de classement et sur leurs modifications ;
3. sur des projets de travaux affectant des objets protégés (art. 10, 17, 23) ;
4. sur les achats ou expropriations envisagés ;
5. ...

SECTION III COMMISSION DES MONUMENTS HISTORIQUES

Art. 82 Composition ^{10, 16}

¹ La Commission des monuments historiques est composée de onze à treize membres, nommés par le Conseil d'Etat.

² Elle comprend notamment le conservateur cantonal des monuments et sites, l'archéologue cantonal, l'architecte cantonal, des professionnels actifs dans le domaine de l'architecture, de l'archéologie, de l'histoire régionale et de la formation académique de ces disciplines, ainsi que deux membres au moins d'associations privées poursuivant les buts définis par la présente loi.

³ Un représentant du département en charge du patrimoine culturel mobilier et immatériel^A participe aux travaux lorsque ceux-ci portent sur un bien culturel immobilier lié à un élément du patrimoine culturel mobilier ou immatériel.

Art. 83 Compétences

¹ La commission a un caractère consultatif.

² Elle peut proposer toutes mesures propres à concourir aux buts de la présente loi.

³ Elle peut déléguer ses pouvoirs à des sous-commissions permanentes ou occasionnelles.

Art. 84 ^{11, 16}

¹ Elle donne son préavis notamment :

1. sur l'inscription à l'inventaire des monuments historiques, des sites bâtis et archéologiques ;
2. sur les décisions de classement et de déclasserment des monuments historiques, des sites bâtis et archéologiques ;
3. sur les achats ou expropriations envisagés ;
4. sur les projets de travaux affectant des monuments historiques, des sites bâtis et archéologiques (art. 47, 54, 58) ;
5. ...
6. sur tout autre point relevant de la protection, de la conservation et de la mise en valeur des monuments historiques, des sites bâtis et archéologiques du canton.

SECTION IV COMMISSIONS SPÉCIALES

Art. 85 Commissions spéciales

¹ Le Conseil d'Etat peut nommer des commissions spéciales pour l'exécution de missions déterminées relatives à la protection de la nature, des monuments et des sites.

Art. 86

¹ La commission pour la protection de la nature et la commission des monuments historiques peuvent désigner dans les diverses régions du canton des correspondants ayant mission d'informateurs.

SECTION V DÉPARTEMENTS ⁸

Art. 87 Compétences ^{2, 8, 10, 14, 16}

¹ L'exécution de la présente loi relève respectivement du département en charge du patrimoine naturel et paysager pour la protection de la nature et du paysage^A, et du département en charge des monuments, sites et archéologie pour la protection des monuments historiques et des sites archéologiques (ci-après : le département compétent)^B.

2 ...

3 ...

⁴ Le département compétent peut confier à des spécialistes, notamment à l'archéologue cantonal, au conservateur cantonal des monuments et des sites et au conservateur de la nature, certaines tâches qui lui incombent.

5 ...

Art. 87a Recours et ordre de remise en état¹⁸

¹ Le chef du département en charge des monuments, sites et archéologie est compétent pour recourir au sens de l'article 104a LATC^A, lorsqu'il invoque des griefs relatifs à la protection du patrimoine bâti.

² Il est également compétent pour suspendre et, le cas échéant, supprimer ou modifier, aux frais du propriétaire, tous travaux qui ne sont pas conformes aux prescriptions légales ou réglementaires en matière de protection du patrimoine bâti, conformément à l'article 105 LATC. Il peut déléguer cette tâche au service.

Art. 88¹⁶ ...

*SECTION VI*⁸ ...

Chapitre IX Voies de recours

Art. 89⁶ ...

Art. 90 Droit de recours

¹ Outre les propriétaires touchés, les communes, de même que les associations d'importance cantonale, qui, aux termes de leurs statuts, se vouent à la protection de la nature, des monuments et des sites, ont qualité pour recourir contre les décisions prises en application de la présente loi et susceptibles de recours.

Art. 91⁶ ...

Chapitre X Contraventions

Art. 92

¹ Celui qui contrevient à la présente loi ou à ses règlements d'application, ainsi qu'aux mesures prises en exécution de ces lois et règlements, est passible d'une amende pouvant s'élever jusqu'à vingt mille francs. La poursuite a lieu conformément à la loi sur les contraventions^A.

Art. 93

¹ La poursuite a lieu sans préjudice du droit de l'Etat d'exiger, selon les circonstances, la suppression ou la modification des travaux portant atteinte à l'objet protégé, ainsi que la remise des trouvailles.

Art. 94

¹ Toutes autres dispositions pénales, tant fédérales que cantonales, demeurent réservées.

Chapitre XI Dispositions transitoires et finales

Art. 95

¹ Tous les plans d'extension cantonaux édictés en application de l'article 53, chiffre 3, et 56 ter de la loi du 5 février 1941 sur les constructions et l'aménagement du territoire^A demeurent en vigueur aussi longtemps que leur objet n'aura pas été classé conformément aux articles 20 et suivants de la présente loi.

Art. 96

¹ Sont et demeurent classés en vertu de la présente loi, les monuments historiques, antiquités, sites ou curiosités naturelles classés en vertu de la loi du 4 juin 1951 sur la conservation des antiquités et des monuments historiques^A.

² Sont et demeurent reconnus les musées locaux reconnus en vertu de l'article 26 de ladite loi.

³ Les régions archéologiques déterminées en application de ladite loi subsistent également.

Art. 97

¹ La loi du 4 juin 1951 sur la conservation des antiquités et des monuments historiques et son arrêté d'application du 13 juin 1952 sont abrogés.

Art. 98^{3, 8, 12}

¹ Dès l'adoption de la présente loi, les communes disposent d'un délai de trois ans pour désigner par voie de plan de classement ou de règlement les arbres, cordons boisés, boqueteaux et haies vives qui doivent être protégés. Plan ou règlement seront soumis à l'approbation du chef de département concerné. A défaut de mise sur pied d'un tel plan ou règlement dans les délais, le département concerné déterminera lui-même les objets qui doivent être maintenus.

² Jusqu'au moment où une commune a fait approuver un plan ou un règlement, les dispositions suivantes sont applicables:

- Seront protégés et ne peuvent être abattus qu'aux conditions posées par l'article 6 de la présente loi, les arbres dont le diamètre est supérieur à 30 cm, les cordons boisés, les boqueteaux non soumis au régime forestier et les haies vives. Les arbres faisant partie des vergers sont exclus de cette protection.

Art. 99⁵

¹ La présente loi est applicable aux plantations ne respectant pas la limite au fonds voisin, sauf disposition contraire du code rural et foncier ^A.

² Les plantations ne respectant pas les distances prescrites par la législation sur les routes ^Balors qu'elles sont classées ou protégées peuvent néanmoins être écimées, le cas échéant abattues, outre les cas prévus par la présente loi, si elles présentent un danger pour la circulation.

³ De même, les plantations classées ou protégées peuvent néanmoins être écimées, le cas échéant abattues, outre les cas prévus par la présente loi, si elles compromettent la stabilité des rives et des coteaux bordant un cours d'eau dépendant du domaine public, au sens de la législation sur la police des eaux ^C.

⁴ Seules les autorités désignées par ces législations spéciales sont compétentes pour statuer sur l'écimage ou l'abattage de la plantation classée ou protégée, le code rural et foncier demeurant réservé.

Art. 100

¹ Le Conseil d'Etat est chargé de la publication et de l'exécution de la présente loi.

Chapitre XII Dispositions transitoires de la loi du 11 février 2003^A**Art. 2**

¹ Les modifications liées à la procédure d'adoption des décisions et plans de classement ne sont pas applicables aux décisions et plans sur lesquels le Département de la sécurité et de l'environnement et le Département des infrastructures se sont déjà prononcés au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi.

Entrée en vigueur : 01.01.1970.